

**FRACTION
ARMEE
ROUGE**



servir le peuple !

**GUÉRILLA URBAINE
ET
LUTTE DE CLASSES**

" Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification. Un écrivain de la Chine antique, Sema Tsien, disait : " Certes, les hommes sont mortels ; mais certaines morts ont plus de poids que le mont Taichan, d'autres en ont moins qu'une plume."

" Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan, mais se dépenser au service des fascistes et mourir pour les exploités et les oppresseurs a moins de poids qu'une plume."

Mao Tse Toung : "Servir le Peuple".
Le 8 septembre 1964.

Vingt mille personnes meurent chaque année parce que les actionnaires de l'industrie automobile ne font produire que pour leur profit et ne tiennent en outre aucun compte de la sécurité technique des véhicules et du réseau routier

Cinq mille personnes meurent chaque année au travail, ou sur le chemin du travail, parce que ce qui importe le plus à ceux qui détiennent les moyens de production, c'est leur profit et non pas qu'il y ait un accident mortel de plus ou de moins.

Douze mille personnes se suicident chaque année, parce qu'elles ne veulent pas crever au service du Capital, elles préfèrent en finir elles-mêmes avec tout.

Mille enfants sont assassinés chaque année, parce que les logements trop exigus n'existent que pour permettre aux propriétaires immobiliers et fonciers d'empocher un copieux bénéfice.

La mort au service des exploités, les gens l'appellent "mort naturelle". Le refus de mourir au service des exploités, ils l'appellent "mort non-naturelle". Les actes déshonorés des hommes, dus aux conditions de travail et de vie créées par le Capital, les gens les appellent "crimes". Ils disent : "Contre tout cela, on ne peut rien faire."

Pour que dans l'esprit des gens, ces visions fausses ne soient pas dissociées des constatations justes, le ministre fédéral de l'Intérieur, les ministres de l'Intérieur des "Länder" et la magistrature fédérale ont, à présent, mis sur pied des commandos d'exécution de police. Sans les conceptions erronées du crime et de la mort, le Capital ne peut régner.

Petra, Georg et Thomas sont morts dans la lutte contre la mort au service des exploités. Ils ont été assassinés, afin que le Capital puisse impunément continuer à tuer et afin que les gens soient contraints de rester dans l'idée que l'on ne peut rien contre cela.

Mais la lutte a déjà commencé !

Brandt est allé à Téhéran pour chasser chez le Shah les restes de mauvaise humeur provoquée par l'accueil que lui avaient réservé, au cours de l'été 67, les étudiants de Berlin-Ouest et d'Allemagne fédérale ; pour lui annoncer que cette gauche est morte en R.F.A. et à Berlin-Ouest, que les résidus sont en train d'être liquidés, que la Confédération des Etudiants Iraniens est suffisamment isolée et que les lois sur les étrangers qui légalisent leur liquidation, sont en cours d'élaboration.

Brandt a défini sa politique extérieure et intérieure telle qu'elle est : à savoir la politique des trusts qui dominent les marchés dans le pays et en dehors, et en déterminent la politique. Brandt a déclaré à Téhéran que la politique extérieure de la R.F.A. doit se fonder sur ses propres intérêts et se garder des "préjugés idéologiques".

Les intérêts de la R.F.A. en Iran sont les intérêts de la colonie allemande à Téhéran, à savoir : "Siemens", "A.E.G. Telefunken", "Bayer", "B.A.S.F.", "Hoechst", "Daimler-Benz", la "Deutsche Bank", "Mannesmann", "Hoechtief", "Klöckner-Humboldt-Deutz", "Merck", "Schering", "Robert Bosch", "l'Union bancaire bavaroise", "Thyssen", "Degussa" et d'autres. Ce sont ces gens qui sont à la base de l'insertion dans la presse quotidienne de Téhéran de communiqués de bienvenue au chancelier ; c'est à cause d'eux, que le Shah a recommandé à la presse quotidienne de mettre fortement en évidence le "prix Nobel" de la paix du chancelier ; ils sont là parce que le Shah n'a, lui non plus, aucun "préjugé idéologique" ; à cause du prix dérisoire de la main-d'oeuvre en Iran, de la stabilité politique en Iran, à cause aussi des matières premières et de la proximité de marchés déterminés.

En parlant de "préjugés politiques", le chancelier et le Shah font entrer les intérêts des peuples allemand et iranien dans les rapports des deux pays. Trois jours avant l'arrivée de Brandt, quatre camarades avaient été assassinés à Téhéran et Thomas Weisbecker venait d'être tué à Augsburg.

Une semaine après le départ de Brandt, neuf condamnations à mort de camarades furent exécutées à Téhéran. Le procureur fédéral Martin rendit hommage aux policiers qui s'étaient remarquablement distingués lors de la grande rafle d'Augsbourg et de Hambourg.

Le capital allemand en Iran est moins taxé que les autres capitaux ; des crédits allemands d'aide au développement financent des projets allemands en Iran ; c'est avec l'aide militaire allemande que l'arsenal impérial a été modernisé en Iran ; en 69, vingt-deux millions de D.M. attribués à l'industrie iranienne de l'armement ont rapporté deux cent cinquante millions de D.M. de commission à l'industrie d'armement allemande ; avec le "G.-3" et le "M.G.-3", le régime du Shah s'assure - dans la lutte contre "la criminalité" - que dans l'avenir, les salaires iraniens demeurent aussi bas, que les rapports politiques restent stables, que les conditions d'exploitation restent favorables au capital allemand en Iran ,

et si la pression sur les salaires peut s'effectuer ici sous la menace, on pourrait aussi exporter la production. La répression touche aussi l'information, car la contestation anti-fasciste contre le Shah met en péril la politique étrangère et les intérêts de la République Fédérale d'Allemagne.

Après s'être agenouillé en Pologne, le chancelier se prosterne à présent devant cet assassin de Shah. La soumission des peuples polonais, russe, tchèque, hongrois au fascisme allemand n'est plus d'actualité. C'est l'assujettissement du peuple iranien à l'impérialisme allemand qui est actuel.

Les lois de Nüremberg ne sont plus d'actualité. Mais les lois contre les étudiants iraniens, contre les travailleurs grecs, turcs et espagnols qui viennent des pays fascistes, elles sont actuelles. Les trusts allemands tirent profit du fascisme dans ces pays et répriment les travailleurs ici avec les armes que le fascisme leur donne là-bas.

Les condamnations à mort qui restent épargnées aux camarades emprisonnés ici, ne leur sont évitées que parce qu'elles sont exécutées en Iran, en Turquie, en Grèce et en Espagne.

La gauche ouest-allemande s'est tue lors de la visite de Brandt en Iran. Elle l'a laissé bavarder là-bas. Elle a laissé Hoveida dire que les condamnations à mort ne visaient que de simples criminels. Malgré que le Shah soit susceptible ; malgré que le minuscule "2 Juin" ait déjà troublé les relations R.F.A.-Iran ; bien que la réputation du Shah soit aussi mal en point qu'elle ne peut être ; bien que l'on sache que les ennemis du peuple ne redoutent rien autant que d'être désignés comme ennemis du peuple. Bien que l'on puisse admettre que même Brandt n'était pas très à l'aise dans cette hypocrisie ; quoique le capital allemand soit déjà préalablement entaché de fascisme et malgré qu'il soit relativement facile de dénoncer le lien entre le fascisme en Iran et le capital allemand en Iran ; qu'il n'y ait personne pour prendre en charge la défense de ces relations sans tomber lui-même dans l'ambiguïté.

En reconnaissant que ce n'est pas elle, la gauche intellectuelle, qui peut changer la situation, mais bien seulement les masses prolétaires ouest-allemandes qui sont capables d'exproprier les trusts profitant du fascisme du Shah, cette gauche a cessé de critiquer le fascisme du Shah et la domination du capital ouest-allemand dans le Tiers-Monde. En exprimant que la résistance des masses ouest-allemandes à la domination du capital ne s'exaltera pas au contact des problèmes du Tiers-Monde, mais qu'elle ne peut se développer qu'à la lueur des problèmes d'ici, elle a cessé de faire des problèmes du Tiers-Monde l'objet de la politique d'ici.

Tout cela stigmatise cependant le dogmatisme et la mesquinerie d'une partie de cette gauche. Le fait qu'en R.F.A. et à Berlin-Ouest, la classe ouvrière ne peut penser et agir que dans le cadre national, n'écarte pas le fait que le capital pense et agit de façon multinationale. Cet état de fait reflète d'avantage la division du prolétariat, il trahit sa faiblesse. Une gauche qui réduit l'objet de sa critique à

la politique intérieure du capital, et néglige sa politique extérieure, a elle-même intériorisé la division de la classe ouvrière. Elle ne révèle à la classe ouvrière que la moitié de la vérité sur le caractère du système, sur la politique du capital que la classe ouvrière affrontera bientôt quotidiennement dans les luttes salariales.

C'est là que se trouve la contradiction dans la nouvelle gauche : Ses analyses économiques et ses appréciations politiques sont les plus profondes, les plus radicales et les plus justes que la gauche allemande ait produites jusqu'à la récession de 66-67 ; elle connaît la fin de la phase de reconstruction de la période d'après-guerre et le renforcement de l'impérialisme ouest-allemand ; elle sait qu'elle doit se préparer à un affrontement de classes extraordinaire, mais en se limitant au cadre national sur le plan de la propagande et de l'organisation, elle reste mesquine et sans imagination en ce qui concerne sa capacité de proposer des modes d'intervention révolutionnaire. Ses tentatives de donner une orientation scientifique au combat anticapitaliste qui s'étend jusqu'aux écoles, aux syndicats et au S.P.D., de maintenir et de renforcer ses positions dans les universités, de s'approprier le marxisme, de le rendre accessible aux élèves et aux étudiants, de compléter l'histoire du mouvement ouvrier, de s'imposer dans les usines et dans les écoles ; sa propension ostensible à agir et à intervenir dans ces activités, se trouvent en contradiction avec le fait que les seules méthodes d'intervention qu'elle imagine sont celles que la classe ouvrière a développées dans la phase de capitalisme concurrentiel et de parlementarisme. Tout comme Rosa Luxemburg reconnaissait l'énorme signification des grèves dans le combat politique à propos des grèves de masse en Russie en 1905 et comme Lénine reconnaissait l'importance de la lutte syndicale.

C'est la contradiction entre sa vocation au mouvement ouvrier allemand comme partie de sa propre histoire et l'organisation avancée du capital ouest-allemand en tant qu'impérialisme ouest-allemand dans son présent historique.

Tant qu'une partie de la gauche révolutionnaire continue à considérer la R.A.F. comme affaire personnelle de Baader et de Meinhof et à discuter la question de la lutte armée sur le plan de la criminalité, comme Haveida sur le terrain de "Bild" et de "Bildzeitung", et tant qu'elle nous attribue à cette fin de fausses motivations et de fausses positions, elle ne résout pas l'hiatus entre son analyse de la situation de la lutte des classes et sa conception des méthodes d'intervention révolutionnaire.

Elle nous renvoie comme problème subjectif ce qui est, pour elle et pour nous, un problème objectif. Elle se comporte alors comme quelqu'un qui recule devant la difficulté de la tâche qui l'attend ; elle s'enfonce la tête dans le sable et n'y pense plus.

La condamnation du concept de guérilla urbaine au sein d'une partie de la gauche survient beaucoup trop superficiellement et trop facilement pour que nous puissions nous en

accomoder et laisser simplement une brèche se creuser entre leur vision et notre pratique, bien que nous pensions que nous ne pouvons pas combler cette brèche par nos seuls efforts.

Nous considérons que l'exigence de la voir prendre part elle-même à ces efforts, est justifiée dans sa conception, autant que la nôtre.

Il y a un an, nous avons affirmé : la guérilla urbaine est la réunion de la lutte des classes nationale et internationale. La guérilla urbaine est une possibilité de rétablir dans la conscience des gens le contexte de la domination capitaliste. La guérilla urbaine est la méthode d'intervention des faibles forces révolutionnaires rassemblées. Il ne peut y avoir de progression dans la lutte des classes que si le travail légal est lié au travail illégal, si le travail de propagande politique englobe la perspective de la lutte armée, et si le travail d'organisation politique inclut l'éventualité de la guérilla urbaine, cela doit être concrétisé ici, à l'exemple de la grève des ouvriers de la chimie en 71, compte tenu de l'actualité objective de la question sociale, de l'actualité subjective de la question de la propriété capitaliste et de la militarisation de la lutte des classes en R.F.A. et à Berlin-Ouest.

"Au stade actuel de l'histoire, plus personne ne peut contester qu'un groupe armé, si petit soit-il, a de meilleures chances de se transformer en une grande armée populaire qu'un groupe qui se borne à énoncer des propositions révolutionnaires."

Extrait de " 30 Questions à un Tupamaros ".

LA GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA CHIMIE EN 1971.

Les grands mouvements de grève de 1971 dans l'industrie chimique et dans l'industrie métallurgique - qui font partie de l'industrie de pointe en Europe Occidentale - ont clairement montré ce que sont appelés à devenir, dans les prochaines années, les problèmes de la classe ouvrière. Ils ont révélé, chez les travailleurs, une grande disposition à lutter et ont simultanément mis en évidence la supériorité des industriels de la chimie et de la métallurgie, face à la classe ouvrière ; ils ont dévoilé la complicité des bureaucraties syndicales avec le gouvernement social-libéral, ainsi que le rôle de ce gouvernement comme organe exécutif de "l'Etat des trusts".

Les travailleurs ont perdu les grèves. Ils étaient partis en grève pour 11 et 12 %, les syndicats se sont accordés avec

les entreprises sur 7,8 et 7,5 %. La situation dans laquelle les socialistes de la R.F.A. et de Berlin-Ouest devront s'engager et s'installer dans les prochaines années est caractérisée par ce que ces grèves ont rendu de visible : à savoir, une disposition à la lutte subjectivement renforcée au sein de la classe ouvrière, mais une capacité de lutte objectivement réduite ; une dégradation objective des salaires, la perte de "l'acquis social" ; mais sur le plan subjectif, un accroissement de la conscience du conflit de classe, une haine de classe.

Sur le plan économique, la force de l'industrie chimique était le résultat d'un développement de la concentration et de l'exportation du capital auxquelles l'ensemble de la société d'Europe Occidentale est contrainte par la pression concurrentielle de l'Amérique du Nord. Politiquement, elle était le résultat des leçons que l'industrie ouest-allemande avait tirées de mai 68 en France et des grèves sauvages de septembre 1969, sa contre-offensive à l'égard de la conscience de classe des travailleurs rendue visible par les grève de septembre.

LA CONCENTRATION.

Les plus grandes entreprises américaines peuvent encore, malgré les salaires élevés, soutenir de faibles coûts de production, grâce à leur taille et grâce à leur avance technologique.

Selon Hugh Stephenson, du "Times" : "Le problème de la taille ne vaut pas seulement quant à l'étendue de l'installation, mais il sous-entend l'importance financière et économique. Un gros chiffre d'affaires en soi ne signifie pas grand-chose. Il entraîne cependant par la suite, l'avantage de donner la position dominante sur le marché. Et cela constitue une prime, sans laquelle les grands investissements de capitaux de l'industrie moderne ne peuvent être appuyés, même s'ils n'appartiennent pas au domaine de la technologie de pointe. La nature de la concurrence entre entreprises dans les branches industrielles de pointe comme l'automobile, la chimie et le pétrole, s'est fondamentalement modifiée.

Les coûts des nouveaux investissements sont si élevés, qu'il faut garantir aux compagnies une demande future plus stable, comme si cela était possible dans une concurrence intense.

Dans ces circonstances, il est fatal que dans l'avenir, l'industrie européenne se rassemblera, lors d'une phase ultérieure de concentration, en groupements importants et peu nombreux."

"Die Welt", du 23.2.72.

LES SUBSIDES PUBLICS.

La concentration est le premier élément. Le niveau des subsides publics pour les dépenses de recherche et de

développement est le second. Les entreprises nord-américaines ont d'avantage de fonds à leur disposition, du fait de leur taille et de l'économie d'armement permanente des U.S.A.

En 63-64, les U.S.A. consacreront 3,3 % de leur P.N.B. à la recherche - contre seulement 1,5 % en moyenne en Europe occidentale.

Selon Hugh Stephenson : "Dans les domaines de la technologie de pointe, avec des coûts de recherche et de développement énormes et sans cesse croissants, l'Europe n'arrivera jamais à rien, si l'affluence permanente des subsides publics n'y est pas garantie."

Si elle ne l'était pas, il vaudrait alors mieux conclure, dès le début, des accords de corporation avec les firmes américaines. Voilà la pression qui est exercée aujourd'hui sur l'Etat par l'économie. La concentration et la subvention publique sont devenues la question vitale de l'Europe Occidentale capitaliste.

L'EXPORTATION DU CAPITAL.

Le troisième élément a pour nom "exportation du capital", c'est-à-dire, participation à des entreprises étrangères et création d'unités de production propres à l'étranger, dans le but de se procurer des matières premières à meilleur prix, pour encaisser des profits grâce aux bas salaires d'autres pays et pour économiser des frais de transport par la vente sur les marchés étrangers.

Puisque l'industrie chimique se trouve à la pointe de ce développement, la grève des travailleurs de la chimie en 71 a un caractère exemplaire ; à son exemple, on peut saisir tout un développement qui va de la préparation de la grève par les patrons de la chimie, en décembre 70, jusqu'à l'exclusion des enseignants du "D.K.P." des services de l'Etat et la transformation de la police frontalière en police fédérale, ce processus s'étend du fascisme qui se déploie déjà en R.F.A. jusqu'à la prise de pouvoir de la "C.S.U." à la radio bavaroise ; de l'interdiction de Mandel à l'université de Francfort, jusqu'à la ratification de la peine de mort pour la "Rote Armee Fraktion". Il en résulte, que dans les prochaines années, il y aura effectivement de plus en plus de gens de toutes classes, à l'exception des propriétaires du capital, qui seront mécontents des rapports capitalistes de propriété et il en résulte qu'il est faux, tactiquement et stratégiquement faux, de ne pas présenter partout et constamment la question de propriété comme la question essentielle, et en plus, d'ergoter et de donner des mots d'ordre bidons, du genre "cogestion" ou "refus des principes". Cela résulte d'un développement, que ceux qui en tirent le profit, peuvent mal dissimuler.

BAYER - B.A.S.F. - COLORANTS HOECHST.

L'industrie chimique fait partie des industries les plus fortement concentrées d'Allemagne occidentale. La part de chiffre d'affaires des trois successeurs des "Colorants I.G." - "Bayer", "Colorants Hoechst" et "B.A.S.F." - couvre presque 50 % de la branche.

Les trois trusts de la chimie appartiennent aux quatre sociétés anonymes les plus importantes de la R.F.A. Sur cinq cent nonante sept mille personnes employées dans la branche, deux cent mille seulement travaillent chez les trois grands. Ceux-ci disposent de plus de 50 % du budget de recherche et de développement engagé par les entreprises dans l'industrie chimique. A elle seule, la "B.A.S.F." absorba dans les années 65-70, des entreprises et des trusts d'un chiffre d'affaires de quatre milliards, plus que ce qu'elle n'avait elle-même produit en 1965.

Au sujet de la collaboration de l'Etat et des trusts de la chimie, on peut lire dans le rapport scientifique fédéral de 69 : "Dans l'industrie chimique, on peut précisément parler d'une véritable division du travail entre la recherche fondamentale stimulée par l'Etat et la recherche industrielle.

L'industrie chimique ne peut maintenir les taux de croissance qu'elle a réalisées jusqu'à ce jour et son image de marque internationale, que si la recherche fondamentale - stimulée par l'Etat - conserve un haut niveau."

L'exportation du capital dans l'industrie chimique s'illustre comme suit : en 1970, tandis que l'ensemble de l'industrie ouest-allemande réalisait 19,3 % de ses chiffres d'affaires à l'étranger, les "Colorants Hoechst" y faisaient 44 % ; "B.A.S.F.", 50 % et "Bayer" : 56 %. Ils produisent, entre autres, en Afrique du Sud, au Portugal, en Turquie, en Iran et au Brésil. Le Portugal, la Turquie et l'Iran reçoivent simultanément une aide militaire de la R.F.A. On sait que cette aide militaire sert à garantir, dans ces pays, les conditions de valorisation du capital allemand, c'est-à-dire, à maintenir le bas niveau des salaires et à unir contre cela les travailleurs en lutte. Sur ces entrefaits, il est aussi notoire que cette aide militaire est considérée, depuis le milieu des années 60, comme un moyen d'organisation de "forces de sécurité", c'est-à-dire de la police, dans la mesure où la guerre anti-guérilla est menée comme un "combat contre la criminalité", cette convention verbale qui permet de prétendre : "Il n'y a pas d'opposition, les masses sont d'accord avec tout, il n'y a que des criminels et de la criminalité".

Une aide militaire américaine est fournie à l'Iran pour prêter main forte à la lutte contre le trafic et la contrebande des stupéfiants ; Brandt n'a pas de "préjugés idéologiques", lorsque les condamnations à mort de révolutionnaires sont présentées comme des jugements de criminels. Scheel formula brièvement la préoccupation commune de la R.F.A. et de la junte militaire brésilienne, à l'égard du "terrorisme" et des "activités subversives" ; cela se passait lors de la signature du

contrat qui assure à la R.F.A. l'accès à l'uranium brésilien et cela visait les groupes de guérilla latino-américains qui placent des bombes dans les locaux de la "B.A.S.F."

La chimie ouest-allemande contrôle, avec les trusts américains, la quasi-totalité du marché chimique et pharmaceutique de l'Iran. L'Iran a les plus hauts taux de croissance du monde occidental ; l'Afrique du Sud, les plus hauts taux de profits ; par exemple, "VolsWagen" comptait, en moyenne ces dernières années, 30 % de dividendes et, en 68, 45 %.

L'industrie chimique et pharmaceutique ouest-allemande domine le marché sud-africain à concurrence de 10 à 12 %, rien qu'avec les marchandises qu'elle produit et qu'elle vend sur place.

La pression sur les salaires, la réduction de l'influence du coût des salaires sur le chiffre d'affaires sont réalisées grâce à l'exploitation du bas niveau des salaires à l'étranger, grâce aux travailleurs immigrés, grâce à des investissements à l'intérieur du pays qui, dans l'industrie chimique, serviront à 75 % l'extension de la capacité et de la rationalisation, ainsi que grâce au licenciement de la main-d'oeuvre. En chiffres : tandis que le volume de l'emploi dans l'industrie chimique s'accrut entre 1950 et 1970 de quelque 100 %, les chiffres d'affaires grimpèrent jusqu'à environ 635 %. Dans l'ensemble, on constate que la tendance du volume de l'emploi est à la baisse. La fermeture des usines "Phrix" fit la manchette des journaux. Hüls annonça, ce mois de février, qu'en 1972, le taux de l'emploi baisserait de 3 à 4 % environ.

Les industriels de la chimie parlent de la "signification croissante de la charge des coûts salariaux". Ils pensent en termes de licenciements et de diminution des salaires.

En 1971, ils se rendirent à la table ronde sur les prix avec l'intention d'y imposer leur conception de la "charge des coûts salariaux", à savoir : pousser la classe ouvrière à la défensive par une attaque massive.

LA FORCE DE LA CLASSE CAPITALISTE.

La concentration en tant que condition préalable d'une position de force du capital dans les négociations implique une action unitaire des patrons dans le sens d'une maîtrise des alliances patronales par ceux qui dominent le marché : "Bayer", "B.A.S.F." et "Hoechst" ; l'exportation du capital lui donne une force, dans la mesure où la classe ouvrière, qui se trouvait face aux industriels de la chimie, n'est pas la seule productrice de plus-value de l'industrie chimique.

Vu que l'élévation de la concurrence parmi les salariés en conflit de travail est toujours limitée de fait aux frontières nationales, la grève ne bloque que partiellement la production de plus-value pour le capital. Alors que les travailleurs mettent tout en jeu, le capital n'y a mis qu'une part.

Sur le fait que les industriels de la chimie usèrent sans ménagement de leur force dans les négociations paritaires et surent bien miser politiquement, il n'y a vraiment aucune

raison de se lamenter. Il est érroné d'y voir une perversité spécifique aux industriels de la chimie dans le fait qu'ils s'efforcent de comprimer le niveau des salaires par le recours à l'esclavage en Afrique, en Asie et en Amérique Latine ; de se débarrasser de la main-d'oeuvre par des investissement et, par la concentration, de s'assurer la liberté d'action et la souplesse économique et politique. La brutalité de leurs actions d'exploitation, de la répression politique, de la compression maximum des coûts de reproduction de la main d'oeuvre, reflète la rationalité du système, à savoir, la pression de la concurrence nord-américaine sur l'économie de l'Europe Occidentale, et la rationalite de la branche, de ses produits et de ses marchés - elle est inhérente à l'inhumanité et à la cruauté du système et ne peut être abolie qu'avec le système, ou pas du tout.

Les industriels de la chimie avaient préparé les grèves jusque dans les moindres détails ; c'est eux, et non les syndicats, qui voulaient la grève et ce sont eux, et non les syndicats, qui l'ont gagnée. Les travailleurs subirent une défaite. Les rôles étaient répartis, ils avaient tout contre eux : le capital, le gouvernement et les bureaucraties syndicales.

LA PREPARATION DE LA GREVE.

En février 1971, les syndicats suspendirent jusqu'au 31 mars les tarifs pour la Hesse, la Rhénanie du Nord et le Palatinat ; ils réclamèrent 11 à 12 %, soit pour la Hesse, environ cent-vingt mille D.M. ; cela signifiait, pour la Hesse, une augmentation égale des salaires pour toutes les catégories de travailleurs, le gel de la fourchette des salaires et un pas vers le rétablissement de l'unité de la classe ouvrière.

Les industriels de la chimie ne firent aucune offre.

En décembre 70, ils avaient prévu l'assistance mutuelle des entreprises dans l'éventualité d'une grève. Cela consistait en une prise en charge des exécutions salariales pour le traitement et la transformation des matières premières, des produits bruts et demi-finis et la fourniture d'équipements de production et de moyens de transport ; cela consistait en un stockage de leurs produits chez leurs acheteurs pendant huit semaines au minimum et cela s'étendait jusqu'aux pharmacies et aux universités ; par exemple, le recteur de l'université de Düsseldorf exhorta les instituts et les séminaires à s'approvisionner en prévision. Des mesures d'action furent consciencieusement élaborées : instructions pour les briseurs de grève, installation de lignes d'écoute téléphonique, recensement nominal d'hommes de confiance dans les syndicats, possibilités d'impression de tracts, contacts avec la presse locale et des leaders d'opinion locaux comme les enseignants, les curés, les associations ; recensement nominal des "forces politiques souterraines" pour les transmettre à la protection publique et à la police, contacts avec la police, avec les ministères, avec les ministres de l'Intérieur.

Des mots d'ordre furent prévus comme "le risque d'endommagement des lieux de travail par les grévistes", etc...

Les syndicalistes collaborant avec les "Colorants Hoechst" avaient exigé en décembre 70, une consultation des membres au sujet des négociations tarifaires qui allaient avoir lieu.

La commission tarifaire - composée de représentants de "l'I.G. - Chimie" et des conseils des grandes entreprises - refusa. Le résultat du vote, par lequel la cogestion des travailleurs fut refusée, ne fut guère serré ; 4 contre 1.

Les syndicalistes collaborateurs de Merck à Darmstadt situèrent la revendication à cent soixante D.M. ou 12 %. Eux non plus n'obtinrent pas gain de cause à la commission tarifaire.

L'AIDE DE L'ETAT A LA CLASSE CAPITALISTE.

Les groupements patronaux disposaient d'une assistance de l'Etat. La directive salariale officiellement prévue à 9 % fut réduite, au début de l'année à 7,5 %. Le 11 mai, Brandt déclara au Bundestag : "Une montée trop forte des coûts salariaux pourrait entraîner, dans cette phase, un danger de sous-emploi." Les experts établirent, dans leur rapport spécial sur l'assistance aux industriels de la chimie, qu'une très lente diminution du taux d'augmentation des salaires ne suffit pas, mais "qu'une rupture est nécessaire (mai 1971).

En mai, les industriels de la chimie firent une offre de 5 %. "L'I.G. - Chimie" laissa entendre dans ses communiqués de presse, qu'elle ne s'accrocherait pas au chiffre de 11 à 12 % et qu'elle s'accommoderait volontiers de 9 %.

LA TRAHISON DU PALATINAT.

Mais le 24 mai, en Rhénanie-Palatinat - à la grande surprise de l'opinion publique - un accord tarifaire fut conclu à 7,8 % pour dix mois, ce qui fait, pour une période de fait de douze mois, 6,5 %, moins donc que les données d'orientation de Schiller le laissaient prévoir.

La Rhénanie-Palatinat est le domaine de la "B.A.S.F."

La "B.A.S.F." n'avait pas besoin de grève. Chez "Bayer" et chez "Hoechst", il n'y eut pas non plus de grève, plus tard - le personnel des grandes entreprises n'avait pas besoin de l'humiliation d'une grève perdue, il est discipliné par un système de dissuasion fréquemment remis au goût du jour ; logements sociaux, participation apparente au bénéfice, subsides culturels, corps d'hommes de confiance de l'entreprise aux côtés de ceux du syndicat, organisation du travail qui disperse le personnel cent fois dans des unités de production séparées, système des salaires qui les répartit en catégories de revenus, catégories infra-salariées qui divisent hommes et femmes.

Le tract que "l'I.G.-Chimie" distribuait à ses membres à cette fin, fut distribué par les industriels de la chimie

de la Hesse à leur personnel. Les commissions tarifaires de Rhénanie du Nord et de Hesse se déclarèrent indignées par le bilan en Rhénanie-Palatinat. Elles parlèrent de mesures de lutte, mais sans les mettre sur pied. "L'I.G.-Chimie" exhorta seulement ses membres à mettre de l'ordre dans leurs rangs et à recruter de nouveaux adhérents.

LA GREVE.

La résistance des industriels de la chimie fit finalement échouer l'arrangement fédéral pour la Rhénanie, la Hesse et plus tard, la Westphalie et Hambourg. C'est après cet échec que commencèrent les grèves. Du début de juin au début de juillet, cinquante mille travailleurs au total étaient en grève dans ces quatre régions et cent cinquante mille prirent part à ces actions. En Rhénanie du Nord, la grève portait sur 9 % ; dans la Hesse, sur une augmentation d'un minimum de cent-vingt D.M., au moins 11 % ; dans les autres régions, sur 11 et 12 %.

C'étaient les premières grèves de l'industrie chimique depuis quarante ans, depuis les luttes salariales des années vingt. L'initiative organisatrice ne vint pas des syndicats, mais partit des travailleurs. Chez "Glanzshoff" à Oberbruck, elle émana de cent-vingt ouvriers qui arrêtèrent spontanément le travail le 3 juin. Lorsque plus tard, le syndicat recommanda la paralysie d'industries de base, d'autres sections se joignirent spontanément à la grève active. Chez "Dynamit Nobel" à Troisdorf, les actions débutèrent par un arrêt spontané du travail des ouvriers des usines de produits d'allumage. Dans les usines de caoutchouc "Clouth" à Cologne, où la grève dura quatre semaines, ce sont les ouvriers des laminoirs qui commencèrent. Chez "Degussa" à Wolfgang, les ouvriers circulèrent spontanément en petits groupes à travers les ateliers pour inviter les travailleurs au meeting de l'entreprise et pour recruter des hommes de confiance. Chez "Braun" à Melsungen, la grève commença aux ateliers de montage.

Chez "Glanzstoff" à Kelsterbach, les actions démarrèrent avec la grève sur le tas de quelques Espagnols. Chez "Merck", chez "Hoechst", partout, les actions partirent de quelques groupes actifs. Dans quelques entreprises, la grève a duré tout le mois de juin. Le 8 juin, dix mille travailleurs prirent part à un grand meeting de "l'I.G.-Chimie" au palais des sports de Cologne. Le 14 juin fut un jour d'actions en Rhénanie du Nord : sur trente-huit entreprises, dix-neuf mille travailleurs étaient en grève. Le 16 eut lieu le second meeting de "l'I.G. - Chimie" à Cologne avec, cette fois encore, dix mille travailleurs. Au même moment, seize mille personnes prenaient part à des actions dans la Hesse : quatre mille travailleurs des usines "Hoechst" démontrèrent au syndicat au cours d'un meeting - c'était la première fois en cinquante ans - qu'on faisait aussi la grève chez "Hoechst", fût-ce pour quelques heures seulement. A la fin de juin, il y avait dans la Hesse, en Rhénanie du Nord, à Hambourg et en Westphalie, trente-huit mille travailleurs en grève.

Quand on considère l'ambiguïté du comportement des bureaucraties syndicales, qui était telle, que les initiatives des grèves partaient de petits groupes, ces chiffres sont impressionnants. Chez "Merck" cependant, sous la pression du personnel, le président du comité d'entreprise se rangea derrière la revendication du syndicat. Le comité de direction de la grève chez "Bayer" à Lecerkiesen ne réussit pas à imposer sa décision de grève au comité de grève local. Beaucoup ne voulaient pas partir en grève, parce qu'ils pensaient qu'à la fin il y aurait un lamentable compromis. Le fait que chez "Höchst" et chez "Bayer" à Leverkusen - les plus grandes entreprises de la Hesse et de la Rhénanie du Nord - les actions restaient isolées, en découragea beaucoup. Le système de-dissuasion employé par les trusts s'était révélé payant.

Pendant que les travailleurs faisaient grève, les industriels de la chimie mirent tout en oeuvre pour demeurer dans l'offensive, les syndicats restaient défensifs. Une très forte pression fut exercée sur les travailleurs au moyen de l'affirmation selon laquelle, les grèves auraient été illégales, parce qu'il n'y avait pas eu de vote à l'origine.

"L'I.G.-Chimie" n'est pas légalement tenue d'organiser des votes ; il en est autrement pour "l'I.G.-Métal". Chez "Hoechst", il n'y a pas eu de grève à cause du mot d'ordre : "Pas de grève sans vote !" Le comité de grève de chez "Merck" posa la question du droit par rapport au pouvoir dans la lutte des classes : "Dans le conflit de travail - comme le nom l'indique - , notre droit, basé sur l'opinion de la majorité, à savoir les grévistes, est prioritaire".

"L'I.G.-Chimie" n'y vit qu'une allusion à son règlement interne. Pour les industriels de la chimie, les moyens légaux et illégaux étaient équivalents ; chez "Merck", on répandit des rumeurs selon lesquelles, il y aurait des blessés, des pierres sur les rails de la chaîne, des sabotages commis par "des éléments étrangers à l'entreprise", des piquets de grève armés de chaînes de vélo et de coups-de-poing américains.

Chez "Glanzshoff" à Oberbruck, on fit circuler des bruits à propos de coups de feu. Des interventions de police menagèrent des ouvertures vers les ateliers aux jaunes ; chez "Merck" et chez "Glanzshoff", la police criminelle photographia des piquets de grève et en attaqua d'autres ; des bus remplis de jaunes foncèrent au milieu des grévistes (chez "Glanzshoff"), la direction de l'entreprise intercepta les liaisons radio entre les postes grévistes, renforça la protection des jaunes aux travail ; une police d'urgence se tenait prête, des gens étrangers à la firme furent recrutés comme briseurs de grève, un campement fut installé hors du terrain de l'entreprise.

Chez "Glanzshoff", les interventions de police furent si dures que des jeunes policiers se mirent à pleurer et durent être remplacés par d'autres plus âgés, avant que la police pût frayer un passage aux jaunes.

LA JUSTICE DE CLASSE.

Des dispositions temporaires prises par les tribunaux du travail s'ajoutèrent à cela pour garantir l'accès des jaunes aux ateliers, pour légaliser les interventions policières, pour condamner l'illégalité des actions de grève.

Chez "Merck", "l'I.G.-Chimie" prit, après la notification des mesures d'exception, un arrangement qui n'enlevait rien à la force de ces mesures (assurant la pénétration des jaunes) mais qui, en plus, entérinait syndicalement l'intervention judiciaire. C'est ainsi, que le syndicat frappa les travailleurs dans le dos, alors que le comité de grève avait déclaré, à propos des mesures d'exception : "L'oeil de la loi est dans le visage de la classe dominante (Ernst Bloch)". "La direction de l'entreprise nous impute la violence qui émana et continue d'émaner d'elle seule." Et au sujet de l'accord avec le syndicat : "Cet arrangement crée un droit fictif pour des soi-disant "volontaires du travail", c'est à dire les jaunes. Mais les chefs d'entreprise refusent fermement de garantir un véritable droit au travail. Qu'est-il advenu du droit au travail dans la crise de 1966-67 ?"

Le maire de Darmstadt associa la déclaration de neutralité de l'Etat et de la police à la menace qu'il n'y aurait aucun travailleur qui voudrait se retrouver à l'hôpital pour les vacances.

Les travailleurs de "Merck" réussirent chaque fois à bloquer le passage des jaunes, en affrontant la police, quelquefois avec l'aide d'étudiants. Comme leur grève était menée de façon offensive, aucun doute n'effleura les travailleurs quant à sa légitimité. Ce qui était illégitime par contre, c'était le licenciement, après la fin de la grève, de dix-sept apprentis et jeunes ouvriers de chez "Merck".

Tandis que les syndicats modéraient successivement leurs revendications et que les travailleurs faisaient la grève, les industriels de la chimie déclarèrent sans hésiter que les salaires seraient augmentés de 6,5 % à partir du 1er juin.

C'était une tentative de corruption qui allait trop loin pour les travailleurs et qui échoua ; mais, les travailleurs sousestimait la capacité de la direction syndicale à mener ses intrigues à bien. Cette dernière se rallia en juin à un communiqué d'action concertée, qui équivalait à une invitation à terminer la grève sur une défaite : "Ceux qui ont pris part aux discussions sur l'action concertée vont agir, en tout accord et en toute responsabilité, sur les patrons et sur les syndicats, pour éviter que tous les intéressés ne s'orientent pas sur base d'une attente du fruit et des résultats du "boum", mais se base plutôt sur la nécessité d'une phase de consolidation économique générale."

Puis, début juillet, survint un accord entre la direction principale de "l'I.G.-Chimie" et les industriels de la chimie : 7,8 %, c'est la ligne directrice des salaires, c'est le résultat de Rhénanie-Palatinat. Le comité de grève de "Merck" envoya un télégramme de protestation à la direction générale, lui enjoignant de se rétracter. Aux usines

de coutchouc "Clouth", les délégués syndicaux furent sifflés quand ils donnèrent lecture de l'accord. La grève était finie.

Les industriels de la chimie avaient atteint le but qu'ils visaient. Ils voulaient que la première grève de l'industrie chimique soit déterminée par eux, dans son déroulement, comme dans son contenu et que la première expérience de grève des travailleurs de la chimie et de cette génération soit celle de l'échec, parce qu' "en regard de la signification croissante des coûts salariaux, ils tiendraient compte, lors des futures négociations tarifaires, de l'éventualité qu'ils ne puissent pas éviter de sérieuses divergences et par conséquent aussi des conflits sociaux " (extrait de : "Le soutien dans le conflit social") - car pour les industriels de la chimie, cette grève n'était pas un épiphénomène, mais plutôt une étape dans une stratégie de longue haleine contre la classe ouvrière. Selon les mots du porte-parole de la "Deutsche Bank", Ulrick : "Cela nécessite plusieurs pas qui doivent de toute façon être assez grands pour permettre d'atteindre bientôt le but : le maintien d'un taux de croissance de 2 ou 3 %." (février 72).

Les travailleurs n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient : plus d'unité - c'était le sens de la revendication des cent vingt D.M. dans la Hesse - , des augmentations de salaire qui ne restent pas à la remorque de la hausse des prix - c'était la finalité du mouvement de grève - ; une solidarité - avec, et non sans les travailleurs de "Bayer", "B.A.S.F." et "Hoechst" - et la victoire.

Ce qui est sûr, c'est que cet accord tarifaire est le reflet du rapport de forces actuel entre les classes. On peut ajouter que le capital a presque tout en main et les travailleurs presque rien. Le camp du capital est uni et "concentré" ; la classe ouvrière est largement divisée. Le capital dispose d'organisations puissantes qu'il tient bien en main ; les travailleurs ont des syndicats qu'ils ne contrôlent pas et dont la direction bureaucratique applique une politique anti-ouvrière, en accord avec l'actuel gouvernement : Le capital a l'Etat ; la classe ouvrière l'a contre elle.

Le capital est organisé internationalement ; la classe ouvrière ne peut toujours agir que dans le cadre national.

Le capital a une stratégie claire, à long terme, et la propage dans tous les domaines. Il est résolu à mener l'attaque contre la classe ouvrière. La classe ouvrière lui opposera sa fureur - mais c'est aussi tout ce qu'elle possède.

LA MILITARISATION DE LA LUTTE DES CLASSES.

Malgré cette force du capital, malgré cette faiblesse de la classe ouvrière, l'Etat recharge ses batteries et prépare la militarisation des luttes de classes. Les mesures politiques correspondent aux faits économiques : c'est l'agressivité du capital. Les faits politiques annoncent l'étendue et l'acuité de l'attaque.

Moins le bien commun découle de la politique du capital

- le bien-être, la croissance des revenus, l'amélioration du niveau de vie - et plus il faut battre le tambour. Mais on peut d'autant moins se permettre de critiquer les décisions du capital. C'est pourquoi on harcèle un peu partout les journalistes critiques, c'est pourquoi les écoles sont purgées des éléments de gauche, c'est pourquoi la C.S.U. s'empare de la radio bavaroise et cela ne peut être que le commencement de la mise au pas des établissements de "l'A.R.D." et de la deuxième chaîne, quand bien même cela ne pourrait se faire aussi vite dans d'autres Etats.

Dans la mesure où la loyauté des masses face au système ne peut plus être achetée, il faut l'arracher par la force.

Si cela ne marche plus de plein gré, on utilise la menace de la violence. On transforme la police frontalière en police fédérale et on la porte de vingt-trois mille hommes à trente mille. On arme la police avec des mitraillette et le citoyen devra s'habituer à voir aux carrefours les flics armés de "P.M.", comme il s'est accoutumé à payer ses impôts. La législation sur la détention est perfectionnée. Des entraînements d'urgence sont effectués, au cours desquels on tire sans modération. Des camarades sont mis en détention préventive et les gens soupçonnés d'appartenir à la R.A.F. se voient appliquer la peine de mort.

Dans la mesure où, après que le capitalisme de R.F.A. ait été brusqué une fois, le peuple n'a plus de raison de continuer à être spontanément anticommuniste, les communistes doivent être brutalement isolés du peuple. C'est pourquoi les gens de gauche furent virés des entreprises, c'est pourquoi le prix que le D.K.P. doit payer pour sa légalité augmente sans arrêt - et il semble qu'il soit prêt à payer n'importe quel prix -, c'est pourquoi l'industrie chimique menace l'université de Francfort de ne plus engager de diplômés de ces facultés si l'ordre et le calme n'y sont pas rétablis.

Dans la mesure où l'idée de l'alternative communiste gagne du terrain à partir des contradictions que le système provoque lui-même, les espaces libres d'où il peut encore être propagé doivent être fermés. C'est pourquoi on ne laisse pas Mandel venir à l'université de Francfort et que le recteur a appelé les flics. Pour que les rapports soient redigés comme l'Industrie l'exige, Löwenthal s'en prend à Spartakus, des cameramen de Löwenthal attaquent des étudiants pour fixer cette scène de bagarre sur la pellicule et l'utiliser pour faire monter l'excitation populaire.

En dix ans d'utilisation de main-d'oeuvre étrangère en R.F.A. - depuis le mur en 1961 - , le nombre des accidents de travail affectant des immigrés continue d'augmenter - le double de celui des travailleurs allemands, qui est déjà assez élevé ; leurs logements restent des ghettos, la discrimination dans les usines et dans les quartiers reste totale et les travailleurs immigrés sont obligés de s'organiser, afin de mieux se défendre ; en conséquence de tous ces faits, on modifie la constitution pour mieux surveiller encore plus étroitement les organisations d'étrangers et les briser plus rapidement que la loi fasciste sur les étrangers et la loi anticommuniste sur les associations le permettent déjà.

En regard de ce développement, le prétexte dérisoire que la Fraction Armée Rouge fournit au capital, sur le plan de la propagande, pour considérer comme le noeud du problème le fait de placer la radicalisation de la lutte des classes dans un rapport causal à nous et déconsidérer l'apparition d'un radicalisme de droite comme une réaction par rapport à nous, représente objectivement l'argumentation de l'ennemi de classe et, subjectivement, une façon superficielle de considérer les choses qui ne tient compte que de l'apparence extérieure des choses, exactement comme la presse bourgeoise les dépeint.

LA GAUCHE LEGALE ET L'ENNEMI PUBLIC N°1.

La gauche agissant légalement, face à cette offensive du capital, ne se contente pas d'être défensive, elle est aussi objectivement déconcertée. Elle lui oppose ses tracts, ses journaux et son agitation en milieu ouvrier. Elle affirme que tout est la faute du capital, ce qui est exact, que les travailleurs doivent s'organiser, triompher de la ligne social-démocrate dans les syndicats, apprendre à mener des luttes économiques et reconquérir leur conscience en tant que classe - ce qui est un travail politique indispensable.

Mais en faisant de cela le seul travail politique, elle ne voit pas bien loin. Elle voit les mitraillettes et dit : il faut développer le combat économique. Elle voit les entraînements "coup-de-poing" et parle de "conscience de classe".

Elle voit le fascisme et dit : il ne faut pas exacerber les conflits de classes. Elle assiste aux préparatifs de guerre et parle de politique d'alliance avec la classe moyenne.

Elle voit les arrêts des tribunaux fédéraux du travail qui permettront de condamner pour "illégalité" les grèves futures, et elle parle de "légalité".

La contre-révolution se croit capable de résoudre tous les problèmes qu'elle produit ; dès lors, aucun moyen ne lui paraît assez ignoble. Mais elle ne peut attendre que le fascisme se soit réellement déployé et que les masses soient mobilisées pour elle, et elle a besoin de s'assurer que l'armement et la lutte armée restent son monopole ; que la colère de la classe ouvrière, qu'elle est décidée à provoquer, n'engendrera pas l'idée et les méthodes de la lutte armée en tant que guérilla révolutionnaire, lattant dans la clandestinité sans pouvoir être saisie, qui la pousse à rendre des comptes, qui démoralise sa police et qui résiste, par la contre-violence à la violence de l'Etat.

Genscher ne serait pas le ministre de l'Intérieur de la classe dirigeante, s'il ne faisait pas les efforts les plus incroyables pour nous "mettre hors circuit", s'il ne nous avait pas déclarés ennemi public N°1, avant même que nous ayons fait quoi que ce soit, ce qui nous ferait effectivement passer pour tels, s'il ne faisait pas tout et même n'importe quoi pour nous isoler de la gauche, des travailleurs et de la population, et s'il ne nous faisait pas assassiner.

Et cela peut encore devenir bien pire.

Mais ils ne peuvent plus réaliser leurs préparatifs de guerre paisiblement et sur base de leur propre légalité ; ils sont obligés d'enfreindre leurs propres règles et d'apparaître comme ce qu'ils sont : des ennemis du peuple - et la gauche effectue, à un niveau dialectique élevé, la propagande qu'elle voulait effectivement faire, quand elle dit : la terreur ne concerne pas la R.A.F., mais la classe ouvrière. Bien sûr qu'elle ne s'adresse pas à la R.A.F. et qu'elle est la préparation des luttes de classes à venir.

Il s'agit de préserver la classe ouvrière de l'idée de la lutte armée, avec toute la violence dont le système est capable sur le moment. Ce n'est pas nous qui sommes impatients. C'est le système qui est nerveux. Le capital ne peut attendre que le fascisme se soit déployé, car la concurrence américaine n'attend pas. L'hystérie du système ne compromet pas la justesse de notre stratégie et de notre tactique, parce que le système ne cesse de nous rendre difficile la tâche d'implanter la guérilla dans les masses.

L'opportunité de la résistance n'est pas mise en cause par le fait que la guerre est une guerre de longue haleine.

A quoi s'attendent réellement les camarades dans un pays qui a subi Auschwitz sans protester ? Un pays dont le mouvement ouvrier a l'histoire du mouvement ouvrier allemand et où la police a pour histoire celle des SS ?

" Les communistes luttent pour atteindre les buts et les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais ils représentent en même temps, dans le mouvement actuel, l'avenir du mouvement."

(Manifeste Communiste)

C'est ce que nous entendons par "servir le peuple".

LA QUESTION DE LA PROPRIETE ET LA MILITARISATION DU CONFLIT.

L'argument selon lequel la R.F.A. n'est pas l'Amérique Latine dissimule davantage les problèmes de ce pays, qu'il ne les découvre. Par là, on exprime la pensée - pour autant qu'elle ne soit lancée prétentieusement dans les débats - qu'ici ne règne pas la même misère catastrophique que là-bas ; ici, l'ennemi n'est pas une puissance étrangère ; ici le régime n'est pas autant haï par le peuple ; ici, il n'y a pas encore de gouvernement militaire, comme dans beaucoup d'Etats d'Amérique Latine - On pense que là-bas, le contexte est si insupportable que seule la violence peut servir à quelque chose - ici, le contexte est encore assez supportable, de sorte que la violence ne se justifie pas.

Dans le livre édité chez Rowahlt : "Brisez les flots de prospérité du Tiers-Monde", dans lequel est aussi imprimé le livret de Marighela sur la guérilla urbaine, on peut lire dans la préface que cette publication est née de la protestation contre l'emprisonnement et la torture au Brésil, mais pas en tant que guide pour l'action d'ici : "Malgré l'importance de la faiblesse de la démocratie parlementaire compromise par son propre ordre économique ; user de cette contre violence (celle des groupes de guérilla urbaine latino-américains) contre le système de domination terroriste du capital dans un pays, où on discute tout de même au moins de la participation, c'est se moquer des damnés de la terre" ; d'après cela, les bombes lancées contre la "B.A.S.F." à Ludwigshafen sont une insulte à ceux qui ont placé des bombes à la "B.A.S.F." au Brésil. Les camarades latino-américains en ont une autre opinion. La "B.A.S.F." aussi.

L'argument, selon lequel la R.F.A. n'est pas l'Amérique Latine est énoncé par des gens qui commentent le déroulement des événements à partir de revenus mensuels garantis, dans le but d'assurer leurs rentrées mensuelles ; c'est là une des expressions de la froideur humaine et de l'ignorance intellectuelle face aux problèmes du peuple ici. La réalité de la République Fédérale y échappe, dans les faits et dans l'analyse.

C'est de l'actualité objective de la question sociale, de l'actualité subjective de la question de propriété et de la militarisation de la lutte des classes qu'il faut partir pour faire l'analyse du contexte d'ici.

LA MISERE EN REPUBLIQUE FEDERALE.

L'actualité objective de la question sociale, c'est la misère en R.F.A. Le fait que cette misère est extrêmement silencieuse ne signifie pas qu'elle n'existe pas. Le fait que ce n'est pas d'elle que peut dériver la possibilité de la révolution sociale n'est pas une raison pour ne pas s'en rapporter à elle et pour faire comme si elle n'existait pas.

Jürgen Roth a rassemblé, dans son livre "La misère en République Fédérale", l'essentiel de ce qu'il y a à dire sur ce thème. Selon lui, en R.F.A. et à Berlin-Ouest, quatorze millions de personnes vivent actuellement dans la misère : un million et demi vivent dans des zones rurales et doivent s'en sortir avec cent à quatre cents D.M. par mois, ce sont des familles de petits paysans et de vieillards. Quatre millions et demi de ménages d'environ trois personnes disposent d'un revenu mensuel net de moins de six cents D.M. ; ils représentent 21 % de l'ensemble des ménages. Plus de cinq millions de personnes disposant d'une pension, ont une rente mensuelle allant jusqu'à trois cent cinquante D.M. A cela, il faut ajouter six cents mille pensionnaires dans les hospices des pauvres, quatre cent cinquante mille sans abri, cent mille enfants des hômes, cent mille malades mentaux en institution, cinquante mille adultes dans les prisons, cinquante mille adolescents élevés par l'assistance publique.

Ce sont les chiffres officiels. Chacun sait que les chiffres officiels, dans ce domaine, arrondis au millier inférieur.

A Brème, onze mille personnes reçoivent une aide pour le chauffage, parce qu'elles ont trop peu d'argent pour s'acheter du charbon elles-mêmes. L'office du logement de Munich estime que le nombre des sans-abri passera de sept mille trois cents à vingt-cinq mille. A Cologne, en 1963, il y avait déjà dix-sept mille personnes dans les asiles pour indigents.

Dans les quartiers du nord-ouest de Francfort, on paie actuellement, pour un deux-pièces d'environ soixante mètres carrés, un loyer de quatre cent soixante D.M. Dans ce quartier, les compteurs d'électricité sont fixés dans les caves.

Dans chaque immeuble, il y a au minimum un compteur coupé, en dépit du fait qu'il y ait des petits enfants dans l'appartement correspondant ou qu'on soit en hiver. La ville de Francfort signale cinquante coupures par jour, environ huit cent familles se voient chaque mois privées de courant.

A Francfort sur le Main, vivent cinq mille clochards.

La nuit, ils sont chassés à la lance d'arrosage de leurs "dortoirs" de niveau B de la garde principale. Quand la police s'est retirée, ils reviennent, posent des journaux sur le sol mouillé et continuent à dormir.

Sept millions d'appartements en R.F.A. n'ont ni baignoire, ni toilette. Huit cents mille familles vivent dans des baraques. A Francfort, il y a vingt mille personnes en quête de logement ; à Düsseldorf, trente mille.

Six cents mille personnes en R.F.A. sont atteintes de schizophrénie. Quand la schizophrénie n'est pas traitée, elle mène à l'invalidité. 3 % de la population sont frappés d'incapacité de travail à cause de maladies psychiques. Cinq à six millions d'individus nécessitent une certaine aide psychique. Dans plusieurs hôpitaux psychiatriques, on dispose de 0,75 m² par patient.

80 % des enfants d'ouvriers qui, d'après leurs professeurs, devraient se retrouver dans l'enseignement supérieur, n'y vont pas. La misère en R.F.A. n'est pas en train de disparaître, elle commence. La crise du logement s'accroît.

Le manque d'écoles est croissant, les mauvais traitements infligés à des enfants sont en augmentation. A la fin de 1970, on a relevé sept mille enfants maltraités, mais on reconnaît qu'il y en avait en réalité cent mille. On admet que mille enfants sont rossés à mort par an.

" Décrire les écoles en R.F.A. revient à décrire la misère dans un pays riche", affirme Luce Jochimsen dans son livre : "Les arrièr-cours de la nation", qui nous livre des éléments saisissants à ce sujet. "Le système de l'éducation publique est un secteur de détresse marqué de tous les caractères des taudis : carence, déficit, état de manque, vieillissement, sur-population, érosion, mécontentement, résignation, indifférence à tout, absence de pitié. Ce qui arrive aujourd'hui dans les écoles primaires de la R.F.A. à des enfants de six à sept ans, aboutit à un refus certain et organisé pour l'avenir, du droit à la formation et à la culture avec l'aide de l'instruction générale obligatoire et constitue un crime d'éducation. Une faute pour laquelle il n'existe pas de châtement. Un délit qui n'est pas poursuivi en justice."

Dans le quartier de la Marche à Berlin vivaient en 1970, trente-cinq mille personnes. En 1980, il y en aura sans doute cent-quarante mille. Les gens disent : "Ici, cela a l'air brutal, tout à fait quelconque, cela étouffe, en un sens ; mais à l'intérieur, l'appartement, en soi, est bien conçu".

"Dans le quartier de la Marche, tout fait défaut : des espaces de jeux, des moyens de communication, des écoles, des possibilités de s'approvisionner à bon marché, des médecins, des avocats. Ce sont des foyers de misère, d'enfants maltraités de suicides, de bandes de délinquants, d'amertume, de détresse.

"Le quartier de la Marche est l'avenir social" (Les auteurs bourgeois, dont nous avons utilisé ici les conclusions, ne se donnent pas la peine d'analyser leurs observations à partir des mouvements du capital, ni de dénoncer la concentration du capital par les banques, les compagnies d'assurance, la propriété immobilière et foncière comme causes de la paupérisation. Ils se tirent d'affaire avec les conclusions de leurs recherches en protestant verbalement).

L'actualité de la misère n'est pas identique à l'actualité de la révolution. Les pauvres ne sont pas révolutionnaires, ni inconditionnels, ni autonomes. Leur agressivité, ils la retournent davantage contre eux-mêmes que contre leurs oppresseurs ; les objets de leurs agressions sont ceux qui sont encore plus pauvres qu'eux, pas ceux qui tirent profit de la misère, pas les sociétés immobilières, les banques, les assurances, les trusts, les urbanistes, mais bien leurs victimes. L'exemple n'est pas mobilisateur, mais plutôt déprimant, repoussant ; c'est du matériel de base pour le fascisme du genre "Bild" ou "2 ème chaîne" de télévision.

La "2ème chaîne" met en scène ce genre de chose : Dans les taudis de Wiesbaden, les enfants devaient, pour un jeu de cette chaîne, se rouler dans la boue, se frapper mutuellement, crier. Les adultes devaient s'engueuler, se ruer les uns sur les autres. La télévision diffuse ensuite la

phrase suivante : "La République Fédérale n'est pas l'Amérique Latine", les pauvres de la R.F.A. sont eux-mêmes responsables de leur sort, ils se conduisent comme des criminels, il n'y a d'ailleurs que peu de pauvres en R.F.A. - la valeur de l'évidence. Ensuite, la presse de "Springer" imprime des choses du même genre.

C'est du matériel pour susciter le fascisme.

L'ACTUALITE DE LA QUESTION DE LA PROPRIETE PRIVEE.

Mais l'actualité objective de la misère, a subjectivement rendu présente la question de la propriété capitaliste, à un degré qui n'avait jamais existé depuis les premières années de l'après-guerre, depuis le programme de pointe de la C.D.U. - Pas sans transition, mais petit à petit. Assez peu chez les pauvres eux-mêmes, mais surtout dans le reste de la société, elle a été propagée largement comme un lieu commun et une initiative populaire. Elle est encore peu organisée, vague, mais elle ne peut plus être étouffée.

Le fait que vingt mille morts sur les routes soient les victimes de la course au profit de l'industrie automobile qui produit sans tenir compte du développement du réseau routier ; que les palais des compagnies d'assurance représentent le capital qu'elles bâtissent sur la maladie et dont le revers est le manque d'hôpitaux ; la contradiction entre l'endettement des communes et la prospérité des trusts qui produisent sur leurs territoires ; entre l'exploitation des travailleurs immigrés et leurs logements ; entre la misère des enfants et les profits de l'industrie du jouet ; entre les profits tirés des immeubles locatifs et la détresse qui y règne - tous ces éléments sont presque déjà des lieux communs, le "Spiegel" en est rempli chaque semaine, "Bild" chaque jour ; ils sont présentés comme des cas particuliers, mais l'opinion est si massivement choquée par ces situations, qu'elles ne pourront plus être gardées secrètes. Le porte-parole de la "Deutsche Bank", Ulrick, se lamente au sujet "du sort jeté sur les bénéfiques", des "atteintes à notre système économique", de la "critique à la rentabilité" ; "Nous ne sommes pas encore suffisamment éloquents pour rendre partout compréhensible la signification des bénéfiques de l'entreprise, sans lesquels le progrès et le développement de l'économie de marché sont impossibles" - qu'on puisse aussi entendre par là le bien être commun, quasiment personne, en dehors des propriétaires du capital eux-mêmes, ne le lui conteste plus.

Eppler veut assurer l'impopulaire hausse des impôts à la consommation, de façon propagandiste, en taxant les hauts revenus. La C.D.U. a peur que les accords avec l'Est n'entraînent un relâchement idéologique au sein de la R.F.A. - l'argument principal de Schroeder est que la malédiction du communisme pourrait perdre de sa véracité parce que le communisme signifie expropriation, collectivisation des moyens de production. Ce n'est pas leur contenu même que combat la C.D.U., mais, dans les accords avec l'Est, elle combat la

tolérance idéologique, face à une pensée qui est l'ennemi mortel du capitalisme. Les initiatives des gens de gauche, après 1968, dans la mesure où ils avaient une base quelque peu étendue, avaient pour toile de fond la question de la propriété privée, elles représentaient une atteinte à la propriété capitaliste, elles situaient leur point de rupture dans la course au profit capitaliste et leur consensus dans sa critique. Ce sont les occupations de maisons dans beaucoup de villes de R.F.A., les initiatives populaires contre l'assainissement urbain, les initiatives en faveur d'équipements collectifs dans les zones suburbaines : Quartier de la Marche, zone nord-ouest de Francfort; et les initiatives populaires contre l'établissement d'industries à proximité des zones d'habitation. Le comité des patients (S.P.K.) de Heidelberg a critiqué la relation maladie - capitalisme d'une façon si logique dans un rapport (et un ensemble d'actions) collectifs, que les fondateurs du S.P.K. sont en prison depuis juillet 72, à cause du paragraphe 129. La lutte des étudiants contre l'organisation des examens que leur impose le capital et même les campagnes des jeunes socialistes (Jusos) contre la propriété privée dans les centres provinciaux récréatifs font de la propriété capitaliste l'objet de la critique. Les grèves les plus importantes furent celles de septembre 69, qui furent attisées par le haut dividende de cette année là. La plus forte campagne du mouvement étudiant fut celle qui s'en prit au trust Springer : "Expropriez Springer". Les assauts policiers les plus brutaux visaient les occupations de maisons de la colonie belge à Kassel, où femmes et enfants furent violemment expulsés, et les squatters de Hannovre, dont on se débarrasse actuellement au moyen de procès en dommage et intérêts. Après l'assassinat de Georg, il y eut un collage dans Berlin qui disait : "Les cochons assassins ont tué notre frère Georg parce qu'ils ont peur pour leur pognon."

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LE REFORMISME.

Les promesses de réformes sont devenues le substitut de la religion, l'opium du peuple, l'espoir d'un avenir meilleur qui ne sert qu'à procurer une motivation psychologique à la patience et à l'attente, et installer la passivité.

Avec les efforts qui seraient nécessaires pour faire réaliser des réformes, on pourrait même faire la révolution.

Ceux qui disent autre chose aux gens, comme les jeunes socialistes (Jusos) et ceux qui pensent que les jusos sont la force qui fera appliquer de vraies réformes, reconnaissent la force de résistance du système et sa volonté d'ajuster la société aux conditions de valorisation du capital (et non l'inverse) et depuis longtemps déjà, avec d'autres méthodes que les seuls moyens de l'Etat de droit ; ils reconnaissent avant tout, que les jusos sont, en première ligne, la jeune génération social-démocrate.

Il existe cependant une différence entre le S.P.D. et

la C.D.U. Ils apprécient différemment la classe ouvrière, le peuple.

Le S.P.D. parle de la carotte et du bâton, la C.D.U. préfère seulement le bâton. Le S.P.D. est plus expert dans la façon de mener la classe ouvrière par le bout du nez ; Wehner est plus expérimenté dans la manière d'escamoter et de chasser les gauchistes ; Brandt est plutôt spécialisé dans la façon de se placer à la tête d'un mouvement pour mieux l'étouffer - par exemple, le mouvement anti-nucléaire à Berlin, en 1958 - ; ils se croient plus capables de modération face au peuple que la C.D.U. Le S.P.D. a fait rétablir l'amnistie, afin que le danger d'un mouvement de solidarité lors des procès d'étudiants lui soit épargné, que le processus de critique de la justice soit interrompu, que les gauchistes soient désolidarisés face à la justice et à l'administration, mais il les rejette, maintenant qu'il n'y a précisément plus d'émeutes, un par un, des services de l'Etat.

Avec sa politique d'ouverture à l'Est, le S.P.D. se maintient à l'abri de la critique de l'échec de sa politique de réforme. Le Sénat de Berlin n'a pas fait intervenir la police, lorsqu'on occupa l'hôpital de Béthanie et que l'on transforma son nom en "Maison Georg Von Rauch" ; au lieu de cela, il coupa l'herbe sous le pied des gauchistes en prenant cette affaire en charge en tant que commission sénatoriale.

A cause de la contestation de sa visite en Iran, Heine-
mann a encore eu sa maladie des yeux diplomatique ; pendant que Brandt voyageait, l'interdiction des organisations étrangères était déjà en préparation. Le S.P.D. est plus sûr de l'influence qu'il a sur les travailleurs par l'intermédiaire des syndicats, que peut l'être la C.D.U., elle qui se méfie des syndicats et de leurs mécanisme de fonctionnement, formant leur capital par cotisations volontaires de leurs membres au lieu de leur soutirer la plus-value. Et beaucoup gobent encore le mensonge que Malher serait un "frère", alors que Brigitte Asdonk a été malmenée dans son secteur d'intervention. La différence entre le S.P.D. et la C.D.U. a été définie par quelques camarades, comme celle de la peste et du choléra. C'est entre ces deux alternatives que le peuple ouest-allemand a le libre choix.

Pour maintenir le statuquo social, le système recharge ses batteries. Maintenir le statuquo, c'est-à-dire tenir tête à la concurrence américaine par la concentration des entreprises européennes ; sauvegarder le taux de profit au moyen d'une recherche fondamentale financée par l'impôt ; conserver la domination du marché par l'exportation du capital ; tenir en échec les mouvements de libération du Tiers-Monde par des livraisons d'armes ; soutenir le bas niveau des salaires en produisant à l'étranger ; préserver la direction générale de "Siemens" de la critique de sa participation à Carbor-Bassa ; mettre le Shah à l'abri de la critique de la peine de mort en Iran. Maintenir le statuquo signifie tenir ceux qui sont pauvres séparés de ceux qui posent la question de la propriété privée ; garder la classe

ouvrière divisée ; payer la classe ouvrière au moyen de perspectives de richesse et de promesses de réforme ; consolider les opinions selon les quelles la propriété des biens de consommation est pareille à la propriété des moyens de production, toute atteinte à la propriété privée est pareille aux autres, toute atteinte à la propriété privée est criminelle, le mode de production capitaliste est une chose normale, il est le meilleur possible et le meilleur qu'on puisse imaginer, la critique du capitalisme dessert des intérêts particularistes et égoïstes d'individus et de groupes isolés, les salaires sont responsables de l'inflation, les bénéfices des entreprises servent le bien collectif ; quiconque est d'un autre avis est prétentieux, isolé et, en dernier ressort, est criminel. C'est cela le statu quo du contexte et des idées de la propriété, qui ne pourrait être maintenu sans la militarisation de la lutte des classes et la criminalisation des gauchistes.

LA PRESSE SPRINGER.

Le rôle de la presse de Springer dans la militarisation de la lutte des classes a déjà été décrit avec précision en 68 dans la campagne : "Expropriations Springer". On peut synthétiser le schéma suivant lequel la presse Springer produit l'information, par la simple formule suivante : la presse Springer présente comme un crime toute tentative des hommes de se libérer des contraintes du capitalisme avancé. Le révolutionnaire politique reçoit les attributs du violent. La lutte politique apparaît comme terreur individuelle et abstraite, les mesures de répression impérialistes comme actions d'extermination de la vermine. Le trust Springer forme l'avant garde de l'anticommunisme agressif. La presse Springer est l'ennemi de la classe ouvrière. Elle mutile sa capacité d'exprimer sa volonté politique et d'agir dans la solidarité.

La presse Springer transforme en instincts de lynchage le désir de justice du lecteur ; de l'aspiration à une société libre, elle fait de la haine contre ceux qui veulent l'ériger.

La presse Springer dessert les préparatifs de la guerre psychologique. Par les "comportement ennemis", elle entend ; "Si jamais vous vous agitez, si vous ne confiez pas les divorces à l'avocat chargé des divorces, les hausses de salaires aux négociations tarifaires, le logement à l'office du logement, l'injustice au juge, votre sécurité à la police et votre destin au capitalisme avancé, alors viennent l'assassinat, la torture, la violence et le crime."

(extrait de "La chute de la Bildzeitung")

La situation s'est aggravée depuis le lancement des cocktail-Molotov en février 68. "Bild" a créé sa rubrique : "Bild lutte pour vous !" et annonce chaque jour les succès du front de lutte contre les escroqueries de loyers, contre la criminalisation des étrangers, contre les expulsions de familles nombreuses, contre la situation désespérée des pré-pensionnés et des pensionnés. Avant même que les masses exploitées se détournent des institutions de l'Etat de droit, "Bild" s'en était détourné ; avant même que le mécontentement

vis-à-vis des institutions de l'Etat de droit, s'érige en conscience de classe, "Bild" s'est mis à la pointe du mécontentement, là où les nazis se trouvaient en 1933, appelés par le capital et non par le prolétariat. Böll a appelé cela "fasciste" pour éviter un malentendus : "Hystérie, mensonge, saloperie." En cela, il a analytiquement et politiquement mis le doigt sur la vérité. Les réactions montrèrent à quel point le système est devenu susceptible, comme le statuquo est devenu fragile, combien "Bild" est devenu fasciste, et combien est tendu le climat au sein du trust Springer.

LA DIALECTIQUE DE LA REVOLUTION ET DE LA CONTRE-REVOLUTION.

La question n'est pas de savoir si nous voulons la militarisation réactionnaire ou non ; la question est de savoir si nous voulons utiliser le contexte qu'ils contraignent à la militarisation fasciste, pour la mobilisation révolutionnaire ; "si nous pouvons réussir à transformer la militarisation réactionnaire en militarisation révolutionnaire et s'il est préférable de se coucher, de mourir, ou de se lever et d'opposer la résistance. "

Kim Il Sung.

La plupart disent : cela ne va pas. Ils disent : les masses ne veulent pas. Beaucoup disent : lutter maintenant équivaut à provoquer le fascisme. Böll dit : "six contre soixante millions - le capital a tout, nous n'aurions rien."

Ils n'ont en vue que le statuquo. Dans la violence du système, il ne voient que la brutalité, par la peur qu'elle trahit. Dans la militarisation, ils ne voient que les armes, et pas l'effritement de sa base populaire. Dans l'hystérie de "Bild", ils ne voient que la curée, pas le mécontentement des lecteurs de "Bild" ; dans les flics armés de pistolets mitrailleurs, ils ne voient que des flics avec des "P.M.", pas la subsistance de bataillons fascistes ; dans la terreur contre nous, ils ne voient que la terreur, pas la peur de la force que représente la R.A.F., en tant que détonateur social, force que le système doit "étouffer dans l'oeuf"

Dans l'apathie politique du prolétariat, ils ne voient que l'apathie, pas la contestation d'un système pour lequel cela ne vaut pas la peine de s'engager ; dans le haut pourcentage de suicides au sein du prolétariat, ils ne voient que l'acte de désespoir, pas la protestation. Dans l'absence de motivation du prolétariat pour la lutte économique, ils ne voient que l'aversion pour la lutte et non le refus de se battre pour de stupides pourcentages et une consommation inepte. Dans la non-syndicalisation du prolétariat, ils ne voient que la non-organisation et non la méfiance vis-à-vis des bureaucraties syndicales complices du capital. Dans l'agressivité de la population contre les gauchistes, ils ne voient qu'une agressivité anti-gauchiste et non la haine des privilégiés sur le plan social. Dans notre isolement par rapport aux masses, ils ne voient qu'un isolement des masses et non les efforts absurdes que le système met en oeuvre pour

nous isoler des masses. Dans la longue détention préventive des camarades, ils ne voient qu'une longue détention préventive et non la peur que le système a des camarades de la R.A.F. en liberté. Dans le licenciement d'enseignants du D.K.P., ils ne voient que la fin de la marche à travers les institutions et non le début de la révolution des enfants et des parents qui doit être étouffée. Ils ne voient en tout que le mouvement présent, pas le futur ; ils ne voient que le négatif, pas l'aspect positif ; c'est la dialectique de la révolution et de la contre-révolution.

Nous ne prétendons pas qu'il est facile de faire la guérilla urbaine et que les masses n'attendent que de pouvoir rejoindre la guérilla. Mais nous ne croyons surtout pas que la situation change d'elle-même. Nous ne croyons pas que la guérilla peut surgir spontanément des luttes de masses ; nous jugeons de telles visions irréalistes. Une guérilla surgissant spontanément des luttes de masses, c'est le bain de sang et non la guérilla. Nous ne pensons pas que la guérilla puisse se constituer comme la "branche illégale" d'une organisation légale. La branche illégale conduirait à mettre l'organisation hors-la-loi et à sa liquidation - il ne peut en être autrement. Nous ne croyons pas que le concept de la guérilla puisse naître spontanément du travail politique. Nous pensons que les possibilités et les fonctions spécifiques de la guérilla dans la lutte des classes deviennent seulement pensables, concevables collectivement par le fait que la guérilla existe aux yeux de la terreur de l'industrie de manipulation des consciences.

Nous avons dit que pour nous, les annonces de succès ne peuvent être "arrêtés aux morts". En cela nous pensons que la guérilla s'élargira, prendra pied, que le développement de la lutte des classes concrétisera lui-même le concept, mais seulement alors, s'il en reste encore qui le font, qui agissent, qui ne sont pas démoralisés, qui ne se couchent pas tout simplement. Nous pensons que l'idée de la guérilla, que Mao, Fidel, Che, Jiap et Marighela ont développée est valable, que plus personne ne peut plus éliminer du débat, que l'on a sous-estimé les difficultés qu'il y a à la mettre sur pied pratiquement, si on ne s'effraie que des difficultés avec lesquelles nous devons lutter et que cela contient aussi une sous-estimation des difficultés avec lesquelles la guérilla doit lutter là où elle est déjà plus avancée et bien ancrée dans les masses. Nous pensons que la peur du contact précède l'aveu de ce que le capital est prêt à mettre en scène, s'il y va de la sécurité de ses conditions de valorisation avec lesquelles il n'a jamais hésité ; ni à la commune de Paris, ni en 1918 en Allemagne, ni en 1933, ni en Algérie, au Vietnam, au Congo, à Cuba, en Amérique Latine, au Mozambique, à Los Angeles, à Kent, à Augsburg et à Hambourg.

FAIRE DE LA QUESTION DE LA PROPRIETE LA QUESTION ESSENTIELLE
DANS TOUS LES MOUVEMENTS !

PROPAGER LA GUERILLA REVOLUTIONNAIRE CONTRE LA MILITARISATION
REACTIONNAIRE.

" AUCUN PARTI NE PEUT SE DESIGNER COMME REVOLUTIONNAIRE, S'
IL NE S'EST PAS PREPARE A LA LUTTE ARMEE ET CE A TOUS LES
NIVEAUX DU PARTI. C'EST LE SEUL MOYEN DE CONTRER LA REACTION
A CHAQUE ETAPE DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE AVEC UN MAXIMUM
D'EFFICACITE. CHAQUE NEGLIGENCE, A CE POINT DE VUE, PEUT
CONDUIRE A LAISSER S'ECHAPPER LES CHANCES D'UNE SITUATION
REVOLUTIONNAIRE."

(Extrait de "30 questions à un Tupamaro")

VOILA CE QUE NOUS ENTENDONS PAR "SERVIR LE PEUPLE".

A PROPOS DE QUESTIONS D'ACTUALITE PARTICULIERES : LE PROCES
RUHLAND.

S'il y avait encore eu une presse libre en République Fédérale, le procès aurait été un scandale. Ruhland n'a jamais été aussi proche de la Fraction Armée Rouge qu'il le prétend. Son habileté, sa vocation à substituer les résultats de son invention à ses propres souvenirs ; le fait que Schilly, l'avocat de Malher, n'a pas été admis à ce procès ; le fait qu'il était certain, dès le début du procès, qu'il y aurait un jugement, auquel ni le ministère public, ni la défense ne s'opposeraient (le "Flefter Allgemeiner" fit rapport à ce sujet), une négociation qui apparaît à la revue de Francfort "comme si un gentil professeur discutait avec un sympathique-élève d'une oeuvre depuis longtemps connue " - il est clair que tout cela n'a vraiment plus rien à voir avec la recherche de la vérité et l'Etat constitutionnel. L'affirmation que Ruhland dirait précisément la vérité ; le préjugé selon lequel quiconque ne collabore pas avec la justice de classe s'accable lui-même - c'est cela même qui est justice de classe, procès de comédie, et fait de lui - surchargé de fonctions - une composante de l'offensive générale du capital contre la gauche, avant-garde de la classe ouvrière en République Fédérale et à Berlin-Ouest.

A une information se polarisant de plus en plus sur l'opposition de classes, on ne peut plus proposer d'agents de liaison comme jadis, lors des procès de communistes, comme Urbach. L'information de gauche doit être intimidée par le témoin principal sortie de l'alambic du groupe de sécurité de Bonn et elle le sera sans doute. En cela, c'est Ruhland qui est tout à fait dupe, depuis qu'il ne peut plus distinguer l'ami de l'ennemi, le haut du bas, la révolution de la contrerévolution, et lui-même, pauvre cloche, de ceux qui manipulent cela à travers lui.

Faire la guérilla urbaine signifie ne pas se laisser démoraliser par la violence du système. Il n'y a pas de raison de nous laisser démoraliser par un procès qui nous donne raison politiquement et moralement, du fait qu'il a précisément été organisé à cette fin. Le procès Ruhland n'est qu'un événement très superficiel au sein du développement historique, au sein du développement de la lutte des classes, dans lesquels il est juste de mener la guérilla urbaine.

A PROPOS DE LA TRAHISON.

Il y a des gens qui pensent que, dans ce que Homann et ses camarades font circuler, il pourrait y avoir du vrai.

Du moins pensent-ils que Homann n'est pas tout à fait stupide. Ils le considèrent de la façon dont il s'est présenté dans le "Spiegel", comme un "érudit politique" ; séducteur et victime séduite appartiennent au même vocabulaire. Mais avec l'opposition de classes, ces attributs n'ont rien à voir, une affirmation n'est pas rendue juste par le simple fait que c'est un érudit qui la prononce, qu'elle est faite par une personne qui est capable de se familiariser avec les techniques des journalistes du "Spiegel".

C'est là que l'essence même du marxisme, de la dialectique de l'Être et de sa conscience et déclarations à la police, véritables renseignements sur la stratégie révolutionnaire s'excluent mutuellement. Le marxisme ne peut être enseigné que par des marxistes, expliquait Margharita Von Brentano au "Siegel" ; ce que Mandel a à dire, Schwan ne peut l'énoncer.

Quiconque est intéressé au statu quo ne peut donner aucun renseignement sur les possibilités de changement de la société. C'est cependant la disposition particulière du traître d'être intéressé au statu quo, de vouloir retourner à sa place originelle dans la société de classes, de ne pas se sentir comme il faut dans un contexte transformé, de n'avoir d'identité que dans son milieu habituel, de vouloir rester un objet du développement historique. Ruhland se sent bien dans son ancien rôle de prolétaire délinquant, menottes aux poings et exploité. Hommann dans le rôle du fils prodigue du lumpenprolétariat, qui comme avant et encore maintenant dans le sillage de la bourgeoisie, vend - au "Spiegel" et concrètement - sa peau, ce qui n'est pas l'acte intéressant de cette affaire ; elle est ainsi, par un bond de côté, aussitôt retournée dans le giron de la famille. Ruhland reste une victime ; Homann, un consommateur : l'inculte paye plus que les autres, l'érudit profite ; la distinction de classes est rétablie, ainsi que la légalité et l'état naturel apparent.

Le "Frankfurter Allgemeiner" écrivait à propos de Homann : "... Journaliste et artiste, avec une intelligence peu rodée à la politique, mais néanmoins sensible." ; à propos de Ruhland : "... Il ne veut pas être un salaud, il est peut être un honnête homme avec une âme sans malice. Face à ses gardiens dans la salle du tribunal, deux jeunes agents de police, il a une attitude de camaraderie tout à fait naturelle."

La disposition physique du traître est vénale et conservatrice. Le très conservateur "Frankfurter Allgemeiner" sympathise avec tout le monde.

Nous avons sous-estimé la fallacieuse fascination qu'exerce l'illégalité. Nous avons surestimé le sérieux et le fair-play avec lesquels travaillent certaines organisations.

Cela signifie que nous n'avons pas considéré toutes les implications du mouvement étudiant comme relevant d'un mouvement de gens relativement privilégiés ; nous n'avons pas suffisamment pris garde au fait que, pour un grand nombre, il n'est resté de la politisation des années 67/68 qu'une nouvelle possibilité de se placer parmi les privilégiés.

Pour autant qu'il puisse naturellement être aussi agréable de connaître un peu de marxisme, de le survoler, d'être un tantinet éclairé au sujet des conditions économiques du pouvoir et à propos des moyens physiques sur lesquels il s'appuie, et d'être libéré de la torture angoissante du rendement qu'impose un sur-moi bourgeois, ainsi que des modèles de comportement aliénants qu'il comporte ; le marxisme est envisagé ici comme pièce d'inventaire d'un confort et d'une propriété intellectuelle acquis sur base d'un état privilégié et non pas socialisé dans le but de servir le peuple.

La préférence accordée à certaines actions à cause de leur illégalité est précisément l'expression de cet égoïsme bourgeois, dont le mouvement étudiant dès son départ, ne put se libérer ; elle est le signe d'une mentalité suiviste et mercenaire.

Le pénible et ennuyeux labeur quotidien de la guérilla urbaine, qui a pour première tâche d'ériger sa propre existence avec tout ce que cela comporte, doit en fait devenir un vrai cauchemar pour des gens qui s'y frottent en étant aussi mal programmés au départ. Celui qui y vient avec des conceptions criminelles et qui ne veut y améliorer que sa situation personnelle, l'améliorera quasi inévitablement au moyen de la trahison.

Nous pensions jadis que quand quelqu'un affirmait qu'il avait collaboré plus ou moins longtemps à telle ou telle organisation, c'est qu'il savait ce qu'est le travail politique, ce qu'est l'engagement; sinon les autres l'auraient viré. Maintenant, nous savons que nous devons nous-mêmes préciser le concept de responsabilité politique, qui est le fondement même de la guérilla urbaine; que nous commettons des erreurs, quand nous nous fions simplement à d'autres.

De toutes façons, nous pensons qu'il nous sera très difficile d'écarter les trahisons uniquement en évitant de commettre des erreurs. Nous estimons qu'une mauvaise notion de la fonction de la police et de la justice, qu'un mauvais entendement de l'idée de SERVIR LE PEUPLE, et qu'un mauvais traitement des contradictions au sein de la nouvelle gauche ont favorisé la trahison.

Aussi longtemps que les traîtres pourront encore atterrir parmi les camarades, qu'ils n'en auront pas encore pris plein la gueule et qu'ils trouveront même encore de la compréhension pour le fait qu'ils détruisent l'existence des autres au nom de la reconstruction rapide de leur existence bourgeoise; que, parce qu'ils ne peuvent supporter un jour de plus en taule, ils y feront entrer d'autres, et qu'ils livreront d'autres camarades aux commandos d'exécution de la police; aussi longtemps que la collaboration avec la puissance armée du capital continuera d'être tolérée plutôt comme une différence de conception politique et que sera supporté individuellement, ce qui a déjà été politiquement condamné depuis longtemps, tant que tout cela sera, il y aura d'autres trahisons.

Sans critiquer la largesse de vues au sein de l'extrême-gauche, nous ne pouvons pas supprimer la trahison.

Les traîtres doivent être exclus des rangs de la révolution. La tolérance à l'égard des traîtres produit la nouvelle trahison. Des traîtres dans les rangs de la révolution occasionnent plus de dommages que la police ne peut en causer sans eux. Nous estimons que cela est valable en général.

On ne peut se laisser influencer par la menace qu'alors, ils trahiraient encore d'avantage. On ne peut être sensible à la pression du fait que ce sont de pauvres types. Le capital transformera des gens en pauvres types aussi longtemps que nous n'aurons pas supprimé sa domination. Nous ne sommes pas responsables des crimes du capital.

A PROPOS DU PILLAGE DES BANQUES.

Beaucoup de gens disent: piller des banques n'est pas politique. Mais depuis quand la question du financement d'une organisation politique n'est-elle plus une question politique? Ceux qui mènent la guérilla urbaine en Amérique latine appellent le pillage des banques: "action d'expropriation".

Personne ne prétend que le pillage des banques change quoi que ce soit à l'ordre des exploités. Pour l'organisation révolutionnaire, il ne vise en premier lieu que la résolution de son problème de financement. C'est logiquement juste, puisqu'autrement le problème du financement ne peut absolument pas être résolu. C'est politiquement juste, parce que c'est une action d'expropriation. C'est tactiquement juste, parce que c'est une action prolétarienne. C'est stratégiquement juste, parce que cela sert au financement de la guérilla.

Un concept politique qui dérive de la démocratie parlementaire, le concept politique du capitalisme de concurrence qui n'envisage l'antagonisme des classes qu'en temps que jeu des forces, qui tient les institutions de l'Etat de classes pour des institutions d'Etat de droit et considère que le progrès et l'humanité y sont bien encouragés, une telle conception ne peut admettre le pillage des banques.

Dans les métropoles de l'impérialisme, l'organisation du combat anti-impérialiste, à la fois politique et armé, ne peut renoncer au pillage des banques. Il indique la direction qui est choisie: l'expropriation; et il montre la seule méthode avec laquelle la dictature du peuple peut se dresser contre l'ennemi du peuple: le combat armé.

LOGISTIQUE ET CONTINUITE

Beaucoup de camarades font référence aux actions des Tupamaros. Ils ne comprennent pas pourquoi nous ne faisons pas d'actions populaires et pourquoi de ce fait, nous nous soucions de la logistique. Ils ne se donnent pas la peine d'imaginer ce qu'est la guérilla urbaine et comment cela fonctionne.

C'est probablement déjà par méchanceté que les camarades font écho à l'opinion du juge de Ruhland à Düsseldorf, pour dire que Ruhland aurait été l'exécutant et le casseur de "la bande". Abstraitemment, ils ont déjà rencontré le problème de la division capitaliste du travail, mais pratiquement, ils imaginent toujours le "camarade-prolétaire" comme l'homme-à-tout-faire de l'image d'épinal silésienne. Que les moyens techniques ne peuvent pas être conçus autrement que dans un processus d'action et d'apprentissage collectif, que la guérilla urbaine doit tendre à la suppression de la division du travail, que l'arrestation d'un seul ne doit pas être la catastrophe pour tous, cela, l'imagination des camarades ne leur permet pas d'aller assez loin pour l'envisager.

Sans avoir même partiellement résolu les problèmes logistiques, sans avoir appris à se connaître soi-même dans la résolution de tels problèmes, sans avoir investi dans des processus d'action collective, dans des processus de formation collective, l'issue des actions est techniquement, physiquement et politiquement livrée au hasard.

La résolution des problèmes logistiques englobe la garantie de la continuité de l'organisation révolutionnaire.

Nous accordons une grande valeur à la tâche tactique d'assurer la continuité de la Fraction Armée Rouge. Autant il est en fin de compte de l'intérêt du capital de diviser, de séparer, de rompre la solidarité, d'isoler, de nier des rapports historiques - dans le domaine de la production, autant dans celui du logement, de la circulation, de la formation de l'opinion publique et de l'éducation - pour garantir la continuité des profits, autant il est au contraire finalement de l'intérêt de la révolution prolétarienne de cultiver l'unité, la continuité, la conscience historique et la conscience de classe.

Sans continuité organisationnelle, sans une garantie permanente et organisée des acquis du processus révolutionnaire, on abandonne le processus révolutionnaire à l'anarchie du système, au hasard, à la spontanéité ignorant l'histoire.

Nous tenons la négligence de la question de la continuité de l'organisation pour une des manifestations de l'opportunisme.

LA SOLIDARITE.

Le processus révolutionnaire est uniquement présent par le fait qu'il se donne comme objet les lois de la production capitaliste marchande, et qu'il n'est pas leur objet. Il ne peut être mesuré à l'aide des critères de ce marché. Il ne peut être évalué qu'avec des critères qui abolissent simultanément les critères de ce marché.

La solidarité, dans la mesure où elle ne naît pas des critères du marché, met ceux-ci hors combat. La solidarité est politique, pas seulement en temps que solidarité avec des combattants politiques, mais surtout en temps que refus de n'agir que sous la pression de la loi du marché, sous la contrainte de la valeur d'échange. La solidarité est, par son essence, une attitude sans domination, en tant que telle elle est résistance permanente contre l'influence de la classe dominante, fondée sur la relation des hommes les uns avec les autres; étant résistance contre la classe dominante, elle est toujours juste.

Dans l'entendement du système, des gens dont le comportement ne s'oriente pas sur les critères de rentabilité du système sont des marginaux, des crétiens et des ratés. Dans le sens de la révolution, toute personne qui se comporte solidairement est un camarade.

La solidarité devient une arme quand elle est appliquée de façon organisée et conséquente face aux tribunaux, aux chefs, aux provocateurs, aux traîtres. A la condition que toute collaboration avec eux soit écartée, qu'aucune peine ne leur soit épargnée, qu'aucune preuve ne leur soit facilitée, qu'aucun renseignement ne leur soit offert, qu'aucune défense ne leur soit enlevée.

A la solidarité, il appartient de combattre le laxisme au sein de la gauche, de remédier aux contradictions parmi les gauchistes comme aux contradictions parmi les prolétaires, mais pas comme si elles constituaient la contradiction des classes.

Tout travail politique renvoie à la solidarité. Sans solidarité, il est livré sans défense à la répression.

NOUS DEVONS AUTANT QUE POSSIBLE EVITER LES VICTIMES INUTILES. DANS LES RANGS DE LA REVOLUTION, TOUS LES HOMMES DOIVENT VEILLER LES UNS SUR LES AUTRES, SE COMPORTER AVEC GENTILLESSE LES UNS ENVERS LES AUTRES ET S'ENTRAIDER.

SERVIR LE PEUPLE!

FAIRE PARTOUT DE LA QUESTION DE LA PROPRIETE LA QUESTION ESSENTIELLE!

SOUTENIR LA LUTTE ARMEE!

ERIGER LA GUERILLA REVOLUTIONNAIRE!

VICTOIRE A LA GUERRE POPULAIRE!

" LA LUTTE ARMEE EST UNE AFFAIRE TECHNIQUE, C'EST POURQUOI ELLE EXIGE DES CONNAISSANCES TECHNIQUES: CULTURE, COMBATIVITE ET ENFIN, PRAXIS. DANS CE DOMAINE, L'IMPROVISATION COUTE BIEN DES VIES HUMAINES ET ELLE MENE A DES ECHECS.

LA "SPONTANEITE", DONT SE VANTENT CEUX QUI PARLENT VAGUEMENT DE LA REVOLU REVOLUTION DU PEUPLE, "DES MASSES", EST SOIT UN SIMPLE PRETEXTE, SOIT CONSISTE A SE FIER A L'IMPROVISATION DANS LA PHASE DECISIVE DE LA LUTTE DES CLASSES. CHAQUE MOUVEMENT D'AVANT-GARDE DOIT, S'IL VEUT RESTER CONFORME A LUI-MEME AU MOMENT DECISIF DE LA LUTTE, INTERVENIR ET S'ENTENDRE A ORIENTER TECHNIQUEMENT LA VIOLENCE POPULAIRE DANS LE BON SENS CONTRE L'OPPRESSION, AFIN QUE LE BUT SOIT ATTEINT AVEC UN MINIMUM DE PERTES."

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE!